

## ÉDITO Par Olivier le Bussy *Il faut donner à l'Europe les moyens d'agir*

Bien plus que les palabres sur l'architecture institutionnelle de l'Union, les négociations sur le cadre financier pluriannuel (CFP), qui fixe les limites du budget européen pour sept ans (une bizarrerie, mais soit), permettent de mesurer le réel degré d'engagement des Etats membres envers le projet européen. Elles témoignent de l'appétit, plus ou moins grand, des uns et des autres pour l'intégration européenne et de leur volonté, plus ou moins affirmée, d'investir dans des politiques et programmes communs. Elles arrêtent les priorités budgétaires, soit les missions que les capitales assignent à l'Europe. La plus large part des ressources financières du budget provient des contributions nationales. Aussi entend-on souvent répéter que l'Europe coûte cher. Le montant total du CFP – un peu plus de mille milliards d'euros – peut le laisser penser. Mais à y regarder de plus près, le budget européen ne pèse guère plus que 1 % de la richesse produite dans l'Union.

De plus, il est quasi exclusivement consacré à l'investissement, au bénéfice des Etats membres. Il contribue à finan-

cer le rattrapage socio-économique des régions moins favorisées, les paiements directs aux agriculteurs, les réseaux transeuropéens de transport et d'énergie, Erasmus +, l'aide au développement... Seront dédiés demain des moyens accrus à la gestion de la migration, la sécurité et la défense, la recherche et l'innovation...

La Commission européenne présentera mercredi sa proposition pour le CFP 2021-2027, qu'elle voudrait plus ambitieux que le précédent. Parce qu'il faudra combler le trou d'une dizaine de milliards d'euros par an creusé par le Brexit. Mais aussi parce que le budget doit être raccord avec les tâches, de plus en plus nombreuses, dévolues à l'Union.

S'ouvrira ensuite le grand marchandage entre les Vingt-sept. Qu'ils gardent à l'esprit que négocier sur les moyens à fournir à l'Europe est un mauvais calcul. Ne pas lui donner les capacités d'accomplir ce que les Etats membres et les citoyens attendent d'elle reviendrait, en bout de course, à souffler sur les braises de la frustration et du populisme eurosceptique. A bon entendre...